

Québec français



La suite de l'histoire

Guy Laforest

Number 88, Winter 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/44560ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Laforest, G. (1993). La suite de l'histoire. *Québec français*, (88), 7–7.

BLOC-NOTES

LA SUITE DE L'HISTOIRE

Au lendemain du référendum du 26 octobre 1992, la situation politique du Québec demeure inchangée. La révision constitutionnelle imposée par Pierre Elliott Trudeau il y a une décennie continue d'avoir cours légal chez nous, sans que le gouvernement et les représentants élus par le peuple québécois n'y aient consenti. La Loi constitutionnelle de 1982, qui a réduit les pouvoirs de l'Assemblée nationale du Québec dans les domaines de la langue et de l'éducation, était et demeure illégitime chez nous. Si la trame de fond reste la même, un nouveau paysage semble pourtant se profiler à l'horizon. J'essaierai dans les lignes qui suivent d'identifier les tendances et les phénomènes qui vont s'imposer aux délibérations sur notre avenir collectif. Je considère que le vote référendaire des Québécois fut profondément sage. Cela représente un désaveu pour la stratégie de Robert Bourassa, qui a accepté cet été que le Québec soit ramené au rang de province comme les autres dans une grande nation canadienne. La défaite cuisante de monsieur Bourassa ne permettra toutefois pas à Jacques Parizeau et au Parti québécois de céder à la tentation du triomphalisme. La victoire du «Non» fut plus fragile qu'il n'y paraît à première vue. Sans la contribution de Jean Allaire et du Réseau des dissidents libéraux, sans l'intervention de Trudeau qui a rallié un contingent d'inconditionnels du fédéralisme dans la région de Montréal, le résultat québécois aurait sans doute ressemblé à celui de l'Ontario. Pour élargir sa base politique, le Parti québécois sera confronté à des choix douloureux.

Je pense que le Parti québécois et que le mouvement souverainiste ne parviendront pas à progresser tant qu'ils resteront prisonniers du nationalisme frileux représenté par Jean Dorion et la Société Saint-Jean Baptiste de Montréal, et du jacobinisme, dans la conception de la citoyenneté et du libéralisme, éloquentement véhiculé par Guy Bouthillier et le Mouvement Québec Français. Si l'expérience canadienne est en train d'échouer, c'est parce que le régime fédéral n'a pas été capable d'accueillir le principe de la véritable diversité, du pluralisme national. La montée du Reform Party de Preston Manning illustre bien le durcissement de l'opinion publique canadienne, son refus d'accepter le Québec tel qu'il se conçoit. Ce serait bien le comble de la maladresse et de l'imprudence si nous essayions de recréer au Québec la vision symétrique et homogène de la nation qu'un certain Canada a voulu nous imposer.

Les résultats du référendum nous indiquent aussi que, quoi qu'il arrive, nous ne parviendrons pas à amener les autochtones et les anglophones à renoncer à leurs identités culturelles et nationales. Le rêve d'une bonne partie de notre intelligentsia, visant à créer une «nation normale» sur le territoire du Québec, est tout aussi illusoire que l'ambition trudeauiste de fonder une grande nation canadienne.

Si la tendance actuelle se maintient au Canada de langue anglaise, si les forces associées aux noms de messieurs Trudeau et Manning - celles de l'égalité aveugle dans les rapports entre les individus et les groupes - finissent par l'emporter, alors les Québécois n'auront pas d'autre choix que celui de l'indépendance s'ils veulent préserver leur identité en Amérique. J'écris cela tout en étant conscient de l'ampleur de la tâche qui s'imposerait alors à nous. Cela signifierait qu'il faudrait désenchevêtrer ces deux États-Providence que sont le Canada et le Québec. Pour saisir la mesure d'une telle opération, imaginons le travail que cela nous prendrait uniquement pour abolir les cégeps, à supposer que nous voulions faire une chose semblable... La rupture sera peut-être tranquille, mais elle restera douloureuse et complexe.

Pour le Québec et le Canada, le référendum du 26 octobre signifie la fin d'une certaine innocence. Nous sommes maintenant irrémédiablement entraînés sur la mer houleuse de la modernité tardive, où s'entrechoquent la tendance à la globalisation de l'économie et la multiplication des revendications identitaires. Nous présentons, avec espoir et un brin d'effroi, que beaucoup de choses sont sur le point de changer dans nos vies politiques et sociales, comme nous devinons qu'il n'est plus possible de faire marche arrière. Le Québec refuse d'être une simple province dans la nation canadienne. Le Canada, lui, refuse d'être une fédération fondée sur le principe de l'égalité entre deux peuples, entre deux sociétés distinctes. Il nous faudra dire bientôt ce que nous voulons pour le Québec, et ce que nous voulons partager avec le Canada. Dans ce travail de réflexion, Robert Bourassa nous a fait perdre deux ans. L'histoire le retiendra.

*Professeur, département de science politique. Université Laval.